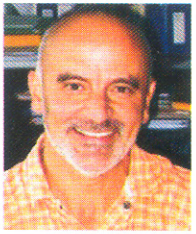
FERMEZ LES BANQUES RUINÉES !



DR

Par Jean-Charles Rochet,
professeur d'économie à la Toulouse School of Economics

Entre l'annonce spectaculaire par le président Bush d'un plan d'aide au marché immobilier américain et les multiples baisses de taux d'intérêt de la Réserve fédérale, on ne peut pas dire que les autorités restent passives pour lutter contre les effets d'une crise financière. Mais il faut ici tirer la sonnette d'alarme : un interventionnisme excessif peut aussi être le plus sûr moyen de préparer le terrain pour de nouvelles tensions.

Les crises bancaires et financières ont en effet trois caractéristiques remarquables : elles se ressemblent toutes, n'épargnent pratiquement aucun pays et sont assez fréquentes. La débâcle de la Société générale rappelle celle du Crédit lyonnais il y a une quinzaine d'années. De même, pour les Américains, la situation présente a beaucoup de points communs avec la crise de leurs caisses d'épargne à la fin des années 80, qui a coûté environ 150 milliards de dollars de l'époque au contribuable.

A l'évidence, les systèmes complexes de réglementation et de supervision mis en place, notamment par le comité de Bâle, pour limiter la fréquence et la sévérité des crises n'ont pas atteint leur but car, sous la pression de l'opinion publique et des lobbys, les gouvernements se croient presque toujours obligés de renflouer les banques insolvables. Voir l'exemple récent de la saga Northern Rock en Grande-Bretagne : après avoir clamé qu'elle n'interviendrait pas, la Banque d'Angleterre a été forcée d'injecter, sous la pression du Trésor, au moins 30 milliards de livres ! Avant que le gouvernement décide une nationalisation pure et simple. Cela nous rappelle encore le Crédit lyonnais, qui lui était déjà public... Dans les deux cas, le message envoyé aux banques commerciales est clair : vous pouvez prendre autant de risques que vous voulez, si les choses deviennent graves, vous serez renfloué avec l'argent des contribuables. La crise actuelle n'est pas encore résolue que l'on sème déjà les graines de la suivante en agissant à nouveau ainsi.

> *« Les établissements insolvables savent qu'ils seront renfloués avec l'argent des contribuables. »*

La seule façon de rompre ce cercle vicieux serait de rendre réellement indépendantes les autorités chargées de faire respecter les règles prudentielles, et de les protéger des pressions politiques, comme cela a été fait dans le domaine monétaire où l'indépendance des banques centrales a permis d'éliminer presque complètement l'inflation dans de nombreux pays. Garantir de la même façon l'indépendance des autorités prudentielles, en leur donnant le pouvoir (et le devoir) de fermer avant la faillite les banques insuffisamment capitalisées, serait la méthode la plus efficace pour diminuer la fréquence et la sévérité des crises bancaires.